



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/61/23
7 juin 2010

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante et unième réunion
Montréal, 5 – 9 juillet 2010

**AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUD
DE L'ANNEE 2010**

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUD demande au Comité exécutif d'approuver un montant de 1 112 150 \$US, plus 83 410 \$US de frais d'appui d'agence, au titre des amendements à son programme de travail de l'année 2010. Ce dernier est joint au présent document.

2. Les activités proposées par le PNUD dans les amendements à son programme de travail sont présentées ci-dessous, au tableau 1 :

Tableau 1 : Amendements au programme de travail du PNUD

Pays	Activité/Projet	Montant demandé (\$US)	Montant recommandé (\$US)
SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GÉNÉRALE			
A1. Prorogation des projets de renforcement des institutions :			
Bangladesh	Prolongation du projet de renforcement des institutions (Phase VI)	130 000	97 500
Colombie	Prolongation du projet de renforcement des institutions (Phase VII, financement additionnel de 10 mois)	114 833	114 833
Iran (la République islamique d')	Prolongation du projet de renforcement des institutions (Phase VIII)	173 511	86 756
Malaisie	Prolongation du projet de renforcement des institutions (Phase VIII, financement additionnel de 12 mois)	139 750	139 750
Sri Lanka	Prolongation du projet de renforcement des institutions (Phase VIII)	134 056	67 028
	Sous-total pour A1 :	692 150	505 867
A2. Préparation de projet d'activités d'investissement pour le PGEH :			
Jamaïque	Préparation de projet d'activités d'investissement pour le PGEH dans le secteur des mousses	30 000	30 000
Sri Lanka	Préparation de projet d'activités d'investissement pour le PGEH dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation (transfert de fonds de la Banque mondiale)	60 000	[1]
	Sous-total pour A2 :	90 000	30 000
	Sous-total pour A1 et A2	782 150	535 867
SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL			
B1. Préparation de projet pour des projets pilotes de destruction des SAO			
Inde	Préparation d'un projet de démonstration de destruction des SAO	80 000	80 000*
	Sous-total pour B1 :	80 000	80 000*
B2. Assistance technique :			
Niveau mondial	Mobilisation des ressources pour des avantages climatiques connexes	250 000	*
	Sous-total pour B2 :	250 000	*
	Sous-total A et B	1 112 150	615 867
	Coûts d'appui aux agences (7,5 % pour la préparation de projet et le renforcement des institutions et pour les autres activités d'un montant supérieur à 250 000 \$US, et 9 % pour les autres activités d'un montant inférieur à 250 000 \$US) :	83 410	46 190
	Total :	1 195 560	662 057

* Projet pour examen individuel ou en attente

[1] Examiné dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/61/4

SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GÉNÉRALE

A1. Prolongation des projets de renforcement des institutions

- (a) Bangladesh (Phase VI) : 130 000 \$US
- (b) Colombie (Phase VII, financement additionnel de 10 mois) : 114 833 \$US
- (c) Iran (République Islamique d') (Phase VIII) : 173 511 \$US
- (d) Malaisie (Phase VIII, financement additionnel de 12 mois) : 139 750 \$US
- (e) Sri Lanka (Phase VIII) : 134 056 \$US

Description du projet :

3. Le PNUD a présenté des demandes de prolongation des projets de renforcement des institutions pour les cinq pays mentionnés ci-dessus. Les demandes concernant ces pays sont décrites à l'Annexe 1 du présent document.

Observations du Secrétariat

4. Le Secrétariat du Fonds a examiné le rapport final sur le renforcement des institutions et le plan d'action soumis par le PNUD au nom du Bangladesh, de l'Iran (la République Islamique de) et du Sri Lanka ainsi que les brèves descriptions relatives à la Colombie et à la Malaisie soutenant les demandes de prolongation : il les a estimés corrects et en accord avec les exigences liées à ces prolongations. Lors de l'examen de ces demandes, le Secrétariat a tenu compte des décisions 57/36(b), 58/16, 59/47 et 60/10, en particulier de la décision 59/47 aux termes de laquelle le Comité exécutif a décidé « de prolonger le soutien financier pour le renforcement des institutions dans les pays visés à l'article 5 au-delà de 2010, plus particulièrement jusqu'en décembre 2011 ».

5. Dans le cas de la Colombie et de la Malaisie, les prolongations de renforcement des institutions ont été approuvées par le Comité exécutif à sa 58^e réunion, accompagnées d'un financement jusqu'en décembre 2010 d'une durée respective de 14 et 12 mois, conformément à la décision 58/16. Le PNUD a soumis à nouveau ces deux prolongations de renforcement des institutions, demandant une extension afin d'obtenir un financement supplémentaire couvrant une durée totale de 24 mois, en accord avec la décision 59/47. Le Secrétariat a calculé le solde du financement demandé et a recommandé l'approbation de ces montants.

Recommandations du Secrétariat

6. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale des demandes de prolongation de renforcement des institutions pour le Bangladesh, l'Iran (la République islamique de) et le Sri Lanka au niveau de financement calculé jusqu'en décembre 2011, indiqué au tableau 1 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/61/23. Le Comité exécutif pourrait envisager de faire part aux gouvernements du Bangladesh, de l'Iran (la République islamique de) et du Sri Lanka des commentaires figurant à l'Annexe II du présent document.

7. Le Secrétariat du Fonds recommande également l'approbation générale du financement supplémentaire pour les prolongations de renforcement des institutions approuvées à la 58^e réunion pour la Colombie et la Malaisie au niveau de financement indiqué au tableau 1 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/61/23, en accord avec la décision 59/47

A2. Préparation de projet d'activités d'investissement pour le PGEH :

Jamaïque : Préparation de projet d'investissement dans le secteur des mousses (30 000 \$US)

Description du projet :

8. Le PNUD a demandé le financement de la préparation d'activités d'investissement pour une entreprise de fabrication de mousses à la Jamaïque. Le PNUD a accompagné cette demande d'informations de base sur la consommation de HCFC du pays et de la consommation dans le secteur concerné par cette préparation de projet, ainsi que sur la date du début de fonctionnement de l'entreprise.

Observations du Secrétariat

9. Le Secrétariat a examiné cette demande pour la Jamaïque et a noté que les informations fournies et le financement demandé étaient en accord avec la décision 56/16, ainsi qu'avec la date limite approuvée dans la décision 60/44(a).

Recommandation du Secrétariat

10. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation générale de la demande de préparation d'activités d'investissement dans une entreprise de fabrication de mousses à la Jamaïque, à un niveau de financement de 30 000 \$US, comme indiqué au tableau 1 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/61/23.

SECTION B : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR EXAMEN INDIVIDUEL

B1. Préparation de projet pour un projet pilote de destruction des SAO

Inde : Préparation d'un projet de démonstration de destruction des SAO (80 000 \$US)

Description du projet :

11. Au nom du gouvernement de l'Inde, le PNUD a soumis une demande de préparation de projet pour un projet de démonstration de destruction de CFC et autres SAO indésirables dans le pays à un niveau de financement de 80 000 \$US. Les documents accompagnant cette demande indiquent que la réussite de ce projet de démonstration permettra d'établir la pertinence et la viabilité d'un modèle technologique, financier et gestionnel durable pour une destruction sans risque des SAO non désirables en Inde. Ce projet conduira également à la destruction fiable d'un point de vue environnemental d'environ 100 tonnes PAO de CFC dans un premier temps et de 100 tonnes PAO de SAO par an en moyenne au cours des années suivantes.

12. Dans sa demande, le PNUD a fourni une approche de l'exercice de préparation, indiquant que celle-ci couvrira l'analyse des banques de SAO potentielles, identifiera les quantités destinées à la destruction et définira un processus de collecte ainsi que des paramètres techniques en vue d'une installation de destruction de SAO valable pour plusieurs produits. L'objectif est également d'élaborer un modèle de fonctionnement de cette activité. Les principaux résultats du projet dans son intégralité seront les suivants :

- (a) Une installation de destruction pour plusieurs types de SAO assurant une destruction fiable de ces substances d'un point de vue environnemental.
- (b) Un modèle technologique, financier et gestionnel pour un fonctionnement durable de l'installation.

13. Le PNUD mentionne aussi que les résultats de cet exercice de préparation constitueront une proposition de projet complète pour laquelle un financement partiel de la part du Fonds multilatéral est prévu, en fonction des composants éligibles au financement en accord avec les décisions et les lignes directrices pertinentes du Comité exécutif. Il cherchera d'autres sources de financement pour les composants non éligibles dans le cadre du Fonds, probablement par le biais des crédits carbone. Des informations détaillées sur cette demande figurent à l'Annexe III du programme de travail du PNUD jointe au présent document.

Observations du Secrétariat

14. Le Secrétariat note que ce projet a été initialement soumis à la 60^e réunion et reporté à plus tard en accord avec les décisions 60/5 et 60/9. Le Secrétariat a examiné la demande en fonction des informations requises aux termes de la décision 58/19, et a estimé que la description de projet fournissait des détails sur un système de collecte, sur les quantités de SAO qui seront détruites dans le cadre de ce projet pilote ainsi que les synergies développées avec d'autres initiatives existantes sur la collecte de SAO. Cette demande aborde également la façon dont le financement du Fonds multilatéral pourrait stimuler le cofinancement afin d'assurer que les futures activités de destruction se poursuivent à long terme sans financement supplémentaire du Fonds. Le Secrétariat note que le montant demandé pour la préparation de projet est raisonnable et en accord avec les approbations précédentes de financement pour la préparation d'un projet d'un type identique.

Recommandation du Secrétariat

15. Le Comité exécutif pourrait envisager d'approuver la demande de préparation de projet d'un projet pilote de destruction des SAO en Inde en accord avec la décision 58/19.

B2. Assistance technique

Niveau mondial : Mobilisation des ressources pour des avantages climatiques connexes : 250 000 \$US

Description du projet

16. Le PNUD a soumis une demande de projet d'assistance technique aux 57^e, 58^e, 59^e et 60^e réunions en vue de la mobilisation des ressources afin de maximiser les avantages climatiques connexes de l'élimination des HCFC à un niveau de financement de 250 000 \$US. Le PNUD soumet à nouveau à la présente réunion la proposition, inchangée, qu'elle avait soumise à la 60^e réunion. La description de projet figure à l'Annexe III du présent document.

17. Le tableau ci-dessous présente la ventilation de l'utilisation du montant de 250 000 \$US demandé par le PNUD :

Poste de dépense	Phase I	Phase II	Total
Consultant international chargé de la coordination technique	45 000 \$US	0	45 000 \$US
Quatre experts techniques chargés de l'analyse/ des méthodologies et de la représentation des sources de financement supplémentaires	169 000 \$US	0	169 000 \$US
Frais de déplacement	36 000 \$US	0	36 000 \$US
Récupération des coûts liés aux contributions apportées par le PNUD	150 000 \$US	100 000 \$US	250 000 \$US
Total	400 000 \$US	100 000 \$US	500 000 \$US
Cofinancement de contrepartie en nature du PNUD : (50 000) \$US déjà fournis en 2009	(150 000) \$US	(100 000) \$US	(250 000) \$US
Financement net exigé du Fonds multilatéral	250 000 \$US	0	250 000 \$US
Financement total (y compris les coûts d'appui)	268 750 \$US		268 750 \$US

Observations du Secrétariat du Fonds

18. Le paragraphe 11 (b) de la décision XIX/6 de la dix-neuvième Réunion des Parties a donné au Comité exécutif la directive, lors des examens de projets d'élimination des HCFC, d'accorder la priorité entre autres aux « produits et solutions de remplacement qui réduisent au minimum les autres impacts sur l'environnement, en particulier sur le climat, en tenant compte de leur potentiel de réchauffement global, de leur consommation d'énergie et d'autres facteurs pertinents ». Le Comité exécutif a approuvé, jusqu'à présent, l'affectation de fonds à plus de 160 pays pour la préparation de PGEH. Il est attendu que les PGEH soumis à l'approbation du Comité exécutif prennent en compte et incluent des incitations financières et des possibilités de cofinancement, conformément à la décision 54/39. Ces éléments de cofinancement pourraient servir à assurer que l'élimination des HCFC produise des avantages, conformément au paragraphe 11 (b) de la décision XIX/6 mentionnée ci-dessus.

19. Le Secrétariat a noté que les résultats de cette proposition du PNUD pouvaient aider à évaluer les options de cofinancement non seulement au regard des avantages pour le climat de l'élimination des HCFC, mais également pour ce qui concerne les projets d'élimination des SAO. Le PNUD continuera d'étudier de nouvelles méthodes d'évaluation des réductions d'émissions de CO₂, et celles-ci se feront à présent dans le contexte des quatre différents scénarios proposés dans la Phase I.

Recommandation du Secrétariat

20. Le Comité exécutif pourrait envisager d'examiner la demande d'assistance technique en vue de la mobilisation des ressources afin de maximiser les avantages climatiques connexes de l'élimination des HCFC, sur la base de la proposition présentée et sur les discussions sur le mécanisme de financement spécial qui ont eu lieu dans le cadre du 30^e Groupe de travail à composition non limitée (OEWG).

Annexe I

PROPOSITIONS DE PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

Bangladesh : Prolongation du renforcement des institutions

Résumé du projet et du profil du pays	
Agence d'exécution :	PNUD
Montants précédemment approuvés pour les renforcements des institutions (\$US) :	
Phase I : sept. 94	150 000
Phase II : nov. 99	100 000
Phase III : déc. 01	97 901
Phase IV : déc. 04	128 412
Phase V : nov. 07	130 000
Total	606 313
Montant demandé pour la prolongation (Phase VI) (\$US) :	130 000
Montant recommandé pour l'approbation de la Phase VI (\$US) :	97 500
Coût d'appui d'agence (\$US) :	7 312
Coût total du renforcement des institutions Phase VI pour le Fonds multilatéral (\$US) :	104 812
Quantité équivalente de CFC éliminée attribuable au renforcement des institutions Phase VI, à 12,1\$US/kg (tonnes PAO) :	s.o.
Date d'approbation du programme de pays :	1994
Consommation totale de SAO communiquée dans le programme de pays (1994), (tonnes PAO) :	820,8
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO) :	
(a) Annexe A Groupe I (CFC) (moyenne 1995-1997)	581,6
(b) Annexe A Groupe II (Halons) (moyenne 1995-1997)	0
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	5,7
(d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)	0,9
(e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	0
Dernière consommation totale de SAO communiquée (2008) (tonnes PAO) conformément à l'Article 7 :	
(a) Annexe A Groupe I (CFC)	158,3
(b) Annexe A Groupe II, (Halons)	0
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0,1
(d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme)	0,5
(e) Annexe E (bromure de méthyle)	0
(f) Annexe C Groupe I (HCFC)	64,2
Total	223,1
Année de communication des données de mise en œuvre du programme de pays :	2009
Montant approuvé pour les projets (\$US) :	5,834,396
Montant décaissé (en date de décembre 2009) (\$US) :	1,807,384
SAO à éliminer (tonnes PAO) :	451,1
SAO éliminées (en date de décembre 2009) (tonnes PAO)	451,1

1. Résumé des activités et des fonds approuvés par le Comité exécutif :

Résumé des activités		Financements approuvés (\$US)
(a)	Projets d'investissement :	3,154,355
(b)	Renforcement des institutions :	606,313
(c)	Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements :	2 073 728
	Total :	5 834 396

Rapport périodique

2. Au cours de la cinquième phase de son projet de renforcement des institutions, le Bangladesh a poursuivi ses efforts d'achèvement des activités d'élimination en cours concernant les CFC, CTC et méthyle chloroforme, notamment le projet d'élimination des inhalateurs à doseur à base de CFC, approuvé en juillet 2007. Des consultations ont eu lieu avec les agences d'exécution sur les activités se rapportant au développement de la stratégie d'élimination des HCFC en accord avec les objectifs spécifiés dans les calendriers. L'Unité nationale de l'ozone (UNO) a également conduit d'importantes activités de sensibilisation du public et de diffusion d'informations destinées à faciliter l'accès des utilisateurs et des parties prenantes aux informations sur la protection de la couche d'ozone et sur les technologies afférentes sans SAO, afin de permettre une mise en œuvre en douceur du programme d'élimination. L'UNO a également poursuivi sa collaboration avec les agents des douanes et autres responsables de l'application des réglementations sur le commerce des pays voisins afin d'empêcher le commerce illégal des SAO. Ils ont aussi participé à des consultations sous-régionales sur la surveillance et le suivi du commerce des SAO avec des pays voisins tels que l'Inde et le Bangladesh.

Plan d'action

3. La sixième phase du renforcement des institutions aura pour objectif de poursuivre la gestion, la surveillance et la mise en application efficaces des activités d'élimination afin d'assurer la durabilité de l'élimination des SAO, d'achever rapidement la mise en œuvre du Plan national de gestion de l'élimination (NPP) et de la stratégie nationale de conversion à des inhalateurs à doseurs sans CFC, et aussi de mener à bien l'élaboration du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour en commencer la mise en œuvre. Au cours de cette phase suivante du projet de renforcement des institutions, le Bangladesh continuera à renforcer et à mettre en application les réglementations nationales et les initiatives concernant le commerce des SAO et l'application du contrôle de la consommation, axées tout particulièrement sur l'élimination des CFC utilisés dans les inhalateurs à doseur, la surveillance de l'approvisionnement en CFC pour les utilisations essentielles dans le pays et l'élimination des HCFC conformément aux objectifs spécifiés aux termes de la décision XIX/6 de la Réunion des Parties.

République islamique d'Iran : Prolongation du renforcement des institutions

Résumé du projet et du profil du pays	
Agence d'exécution :	PNUD
Montants précédemment approuvés pour les renforcements des institutions (\$US) :	
Phase I : oct. 92	200 200
Phase II : nov. 97	133 470
Phase III : déc. 00	133 445
Phase IV : nov. 02	172 104
Phase V (année 1) : déc. 04	85 442
Phase V (année 2) : nov. 05	86 687
Phase VI (année 1) : nov. 06	86 690
Phase VI (année 2) : nov. 07	86 756
Phase VII : nov. 08	173 511
Total	1 158 305
Montant demandé pour la prolongation (Phase VIII) (US \$) :	173 511
Montant recommandé pour l'approbation de la Phase VIII (US \$) :	86 756
Coût d'appui d'agence (\$US) :	6 507
Coût total du renforcement des institutions Phase VIII pour le Fonds multilatéral (\$US) :	93 263
Quantité équivalente de CFC éliminée attribuable à la phase VIII du renforcement des institutions, à 12,1\$US/kg (tonnes PAO) :	s.o.
Date d'approbation du programme de pays :	1993
Consommation totale de SAO communiquée dans le programme de pays (1993), (tonnes PAO)	5 703,5

Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO) :	
(a) Annexe A Groupe I (CFC) (moyenne 1995-1997)	4 571,7
(b) Annexe A Groupe II (Halons) (moyenne 1995-1997)	1 420
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	77
(d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)	8,7
(e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	26,7
Dernière consommation totale de SAO communiquée (2008) (tonnes PAO) conformément à l'Article 7 :	
(a) Annexe A Groupe I (CFC)	240,6
(b) Annexe A Groupe II (Halons)	0
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0
(d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme)	1,5
(e) Annexe E (bromure de méthyle)	3,6
(f) Annexe C Groupe I (HCFC)	262,9
Total	508,6
Année de communication des données de mise en œuvre du programme de pays :	2009
Montant approuvé pour les projets (\$US) :	59 870 870
Montant décaissé (en date de décembre 2009) (\$US) :	57 356 232
SAO à éliminer (tonnes PAO) :	7 126,7
SAO éliminées (en date de décembre 2009) (tonnes PAO)	6 816,1

4. Résumé des activités et des fonds approuvés par le Comité exécutif :

Résumé des activités		Financements approuvés (\$US)
(a)	Projets d'investissement :	56 124 887
(b)	Renforcement des institutions :	1 158 305
(c)	Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements :	2 587 572
	Total :	59 870 764

Rapport périodique

5. Pendant la septième phase de son renforcement des institutions, l'Iran (la République islamique de) a poursuivi ses efforts d'achèvement des activités en cours d'élimination de la consommation de CFC, de halons, de CTC et de méthyle chloroforme, notamment les projets d'élimination d'inhalateurs à doseur à base de CFC. Le gouvernement a fait des efforts spéciaux afin de mettre rapidement en œuvre les activités de projet restantes se rapportant à l'élimination des CFC et des solvants dans le cadre du NPP et des projets d'élimination des CFC dans les inhalateurs à doseur, en étroite coordination avec l'industrie, les autres ministères gouvernementaux et les agences d'exécution. De plus, le gouvernement a consulté les agences d'exécution sur la planification d'activités relatives au calendrier d'élimination accélérée des HCFC, et un atelier consultatif réunissant les agences d'exécution, les industries et les autres parties prenantes nationales concernées a été organisé pour commencer la préparation du PGEH. L'UNO a aussi conduit d'importantes activités de sensibilisation et de diffusion d'informations destinées à faciliter l'accès des utilisateurs et des parties prenantes aux informations sur la protection de la couche d'ozone et sur les technologies afférentes sans SAO, afin de permettre une mise en œuvre en douceur du programme d'élimination.

Plan d'action

6. La huitième phase du renforcement des institutions aura pour objectif de poursuivre la gestion, la surveillance et la mise en application efficaces des activités d'élimination afin d'assurer la durabilité de l'élimination des SAO, d'achever rapidement la mise en œuvre des activités en attente dans le cadre du Plan national de gestion de l'élimination (NPP) et de la stratégie nationale de conversion à des inhalateurs

à doseurs sans CFC, aussi de mener à bien l'élaboration du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) pour en commencer la mise en œuvre. Au cours de cette phase suivante du projet de renforcement des institutions, l'Iran (la République islamique de) continuera à renforcer et à mettre en application les réglementations nationales et les initiatives concernant le commerce des SAO et la mise en application du contrôle de la consommation, axées tout particulièrement sur l'élimination des CFC utilisés dans les inhalateurs à doseur, la surveillance de l'approvisionnement en CFC pour les utilisations essentielles dans le pays et l'élimination des HCFC conformément aux objectifs spécifiés aux termes de la décision XIX/6 de la Réunion des Parties.

Sri Lanka : Prolongation du renforcement des institutions

Résumé du projet et du profil du pays	
Agence d'exécution :	PNUD
Montants précédemment approuvés pour les renforcements des institutions (\$US) :	
Phase I : mars 94	154 680
Phase II : nov. 97	103 120
Phase III : nov. 99	103 120
Phase IV : juillet 02	134 056
Phase V : juillet 04	134 042
Phase VI : nov. 06	134 056
Phase VII : juillet 08	134 056
Total	897 130
Montant demandé pour la prolongation (Phase VIII) (US \$) :	134 056
Montant recommandé pour l'approbation de la Phase VIII (US \$) :	67 028
Coût d'appui d'agence (\$US) :	5 027
Coût total du renforcement des institutions Phase VIII pour le Fonds multilatéral (\$US) :	72 055
Quantité équivalente de CFC éliminée attribuable à la phase VIII du renforcement des institutions, à 12,1 \$US/kg (tonnes PAO) :	s.o.
Date d'approbation du programme de pays :	1994
Consommation totale de SAO communiquée dans le programme de pays (1994), (tonnes PAO)	223,1
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO) :	
(a) Annexe A Groupe I (CFC) (moyenne 1995-1997)	445,6
(b) Annexe A Groupe II (Halone) (moyenne 1995-1997)	0
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)	35,1
(d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)	3
(e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)	4,1
Dernière consommation totale de SAO communiquée (2009) (tonnes PAO) conformément à l'Article 7 :	
(a) Annexe A Groupe I (CFC)	0
(b) Annexe A Groupe II (Halone)	0
(c) Annexe B Groupe II (tétrachlorure de carbone)	0
(d) Annexe B Groupe III (méthyle chloroforme)	0,1
(e) Annexe E (bromure de méthyle)	0
(f) Annexe C Groupe I (HCFC)	13,4
Total	13,5
Année de communication des données de mise en œuvre du programme de pays :	2009
Montant approuvé pour les projets (\$US) :	4 362 591
Montant décaissé (en date de décembre 2009) (\$US) :	3 616 597
SAO à éliminer (tonnes PAO) :	96
SAO éliminées (en date de décembre 2009) (tonnes PAO)	91

7. Résumé des activités et des fonds approuvés par le Comité exécutif :

Résumé des activités		Financements approuvés (\$US)
(a)	Projets d'investissement :	761 145
(b)	Renforcement des institutions :	897 130
(c)	Préparation de projet, assistance technique, formation et autres projets ne portant pas sur des investissements :	2 704 316
	Total :	4 362 591

Rapport périodique

8. Au cours de la septième phase de son projet de renforcement des institutions, le Sri Lanka a poursuivi ses efforts d'achèvement des activités d'élimination en cours concernant les CFC, les halons, CTC et le bromure de méthyle. Le gouvernement a entrepris des efforts spéciaux afin de mettre rapidement en œuvre les activités restantes dans le cadre du Programme national d'action pour la conformité (NCAP) prenant en main la conversion des équipements existant à base de CFC afin de passer à des produits de remplacement sans CFC et la récupération et le recyclage des CFC, particulièrement dans le secteur de la fabrication et de la climatisation. De plus, le gouvernement a organisé des consultations sur la préparation du PGEH et l'enquête relative à ce dernier est presque achevée. Le Sri Lanka a continué la surveillance des importations et exportations de SAO afin d'assurer un contrôle efficace du stock et de la consommation de SAO. L'UNO a aussi participé au cours de cette période aux réunions du Groupe de travail à composition non limitée et à celles du réseau régional. L'UNO a aussi apporté des contributions à d'autres pays de la région sur la mise en œuvre accélérée des politiques et des réglementations relatives à l'élimination des SAO et la gestion du projet de renforcement des institutions. En outre, elle a aussi conduit d'importantes activités de sensibilisation du public et de diffusion d'informations afin de faciliter l'accès des utilisateurs et des parties prenantes aux informations sur la protection de la couche d'ozone et sur les technologies afférentes sans SAO, afin de permettre une mise en œuvre en douceur du programme d'élimination.

Plan d'action

9. La huitième phase du renforcement des institutions aura pour objectif de poursuivre la gestion, la surveillance et la mise en application efficaces des activités d'élimination de SAO afin d'assurer la durabilité de l'élimination de toutes les substances à l'exception des HCFC, d'achever rapidement la mise en œuvre du Plan national de gestion de l'élimination, et aussi d'achever l'élaboration et de commencer la mise en œuvre du PGEH. Au cours de cette prochaine phase, le Sri Lanka continuera à renforcer et à mettre en application les réglementations nationales pour assurer la durabilité de l'élimination des SAO, d'implémenter des informations ciblées au moyen de programmes de vulgarisation sur les technologies de remplacement sans SAO, visant spécialement les HCFC, et à mettre en œuvre des mesures afin d'éliminer les HCFC conformément aux objectifs spécifiés aux termes de la décision XIX/6 de la Réunion des Parties.

Annexe II

POINTS DE VUE EXPRIMÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF SUR LES PROLONGATIONS DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS SOUMIS À LA 61^e RÉUNION

Bangladesh

1. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions (sixième phase) pour le Bangladesh et note avec satisfaction que les données du programme de pays communiquées pour l'année 2009 au Secrétariat du Fonds multilatéral sont conformes aux objectifs du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif apprécie également grandement les mesures mises en place par votre gouvernement en vue d'une mise en œuvre rapide des projets d'élimination de SAO ainsi que l'approbation par le cabinet de l'intention de votre gouvernement de ratifier l'Amendement de Beijing. Le Comité exécutif note aussi que le Bangladesh a pris des mesures importantes pour achever la mise en œuvre du projet d'élimination des inhalateurs à doseur à base de CFC. Le Comité exécutif espère donc qu'au cours des deux prochaines années, le Bangladesh continuera la mise en œuvre de ses activités soutenant l'élimination des SAO en mettant l'accent sur l'achèvement accéléré des activités restantes du plan national d'élimination et du projet d'élimination des inhalateurs à doseur à base de CFC, et qu'il institutionnalisera des processus en vue de réaliser l'élimination des HCFC conformément aux objectifs spécifiés aux termes de la décision XIX/6 de la Réunion des Parties au Protocole de Montréal.

La République islamique d'Iran

2. Le Comité exécutif a examiné les informations communiquées pour la septième phase du renforcement des institutions de la République islamique d'Iran et note avec satisfaction que ce pays a été capable de respecter les objectifs de conformité contenus dans l'Accord conclu pour les années 2008 et 2009. Dans sa demande de prolongation, en plus de sa coordination réussie avec les agences d'exécution dans la gestion et la surveillance de la mise en œuvre des activités d'élimination, la République islamique d'Iran a communiqué plusieurs initiatives, notamment la mise en application intégrale des systèmes d'autorisation d'importations/ exportations pour les CFC, des mesures accélérées pour achever la mise en œuvre du projet d'élimination des inhalateurs à doseur à base de CFC et la formation des agents responsables des ministères/ organisations concernées, soutenue par la mise en place d'un système de gestion intégrée des bases de données des SAO. Il note également les efforts du pays pour préparer le plan de gestion d'élimination des HCFC afin de parvenir au gel du niveau de référence des HCFC d'ici 2013 et à 10 % de réduction par rapport au niveau de référence d'ici 2015. Le Comité exécutif apprécie grandement les efforts de la République islamique d'Iran de réduire la consommation de SAO et exprime le souhait qu'au cours des deux prochaines années, ce pays continuera à soutenir ses objectifs d'élimination de SAO, notamment l'achèvement des activités restantes du plan national d'élimination et du projet d'élimination des inhalateurs à doseur à base de CFC, et institutionnalisera des processus en vue de réaliser l'élimination des HCFC conformément aux objectifs spécifiés aux termes de la décision XIX/6 de la Réunion des Parties au Protocole de Montréal.

Sri Lanka

3. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande de prolongation du projet de renforcement des institutions (huitième phase). Le Comité exécutif note aussi que, dans le cadre de son projet de renforcement des institutions, le Sri Lanka a pris des dispositions importantes pour éliminer sa consommation de SAO au moyen de plusieurs activités, à savoir : la mise en œuvre du projet d'élimination du bromure de méthyle ; l'organisation d'ateliers de formation et d'activités de renforcement de la capacité destinés aux techniciens frigoristes, aux utilisateurs finals d'équipement à

base de CFC et aux agents des douanes afin d'aider l'industrie à respecter les objectifs d'élimination des CFC ; le contrôle des importations de CFC et de produits à base de CFC par le biais d'un système d'autorisation ainsi que la mise en œuvre d'activités pour le développement et la mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination des HCFC au Sri Lanka. Le Comité exécutif supporte donc grandement les efforts du Sri Lanka pour réduire la consommation de SAO. Il espère donc, qu'au cours des deux prochaines années, le Sri Lanka poursuivra avec succès la mise en œuvre de son programme de pays et des activités nationales d'élimination restantes afin de poursuivre les activités d'élimination des SAO et de réaliser l'élimination des HCFC conformément aux objectifs spécifiés aux termes de la décision XIX/6 de la Réunion des Parties au Protocole de Montréal.



**61st Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund
for the Implementation of the Montreal Protocol**

(05 - 09 July 2010, Montreal, Canada)

**UNDP
AMENDMENT TO 2010 WORK PROGRAMME**

Draft 2.00
19 May 2010

**UNDP
AMENDMENT TO THE 2010 WORK PROGRAMME**

I. EXECUTIVE SUMMARY

UNDP's revised 2010-2011 rolling Business Plan is being submitted for the consideration of the Executive Committee at the 61st meeting in accordance with the decision of the Executive Committee in the 60th meeting.

The present document constitutes the Amendment to UNDP's 2010 Work Programme and is being submitted for consideration of the ExCom at its 61st Meeting. The list of submissions for all funding requests submitted by UNDP to the 61st ExCom Meeting is tabulated in Annex-I to this document. Project proposals such as MYA tranches, HCFC investment and demonstration projects and other individual/investment proposals, are not submitted as part of this document and are submitted separately as per normal practice. Only the following (non-investment) submissions are part of this document as per current practice and all requests are made in accordance with the provisions of the relevant decisions and guidelines of the Executive Committee. Section II provides more details about each of the categories of funding requests below:

Institutional Strengthening Extensions

The requests for funding for extensions of Institutional Strengthening projects are made for six countries, namely, Bangladesh, Colombia, Iran, Malaysia and Sri Lanka.

Preparation funding requests

Two requests are being submitted for preparation funding: one for an ODS disposal demonstration project for India (resubmission) and one for a foam investment project in Jamaica.

Other non-investment activities

UNDP had submitted a request for funding for a global technical assistance activity to the 57th, 59th and 60th ExCom meetings, for resource mobilization for maximizing climate co-benefits. This request is being resubmitted for the consideration of the Executive Committee at its 61st meeting.

II. FUNDING REQUESTS PART OF THE WORK PROGRAMME AMENDMENT

Institutional Strengthening Extensions

Requests for funding of extensions of institutional strengthening projects included in this document for submission at the 61st ExCom Meeting are tabulated below. The relevant concepts/proposals have been submitted separately except that for Colombia IS Renewal Phase VII-Part 2, and Malaysia IS Renewal Phase VIII-Part 2, UNDP is not submitting separated documentation. Indeed, for these two countries, documentation for the complete 24-month-period phases had already been submitted at the 58th Meeting but the projects were only approved for 14 months (Colombia) and 12 months (Malaysia) up to December 2010 in line with Decision 58/16. In view of the subsequent Decision 59/47 (a) that extended

IS funding up to December 2011, the present submission only comprises the remaining months to complete the usual 24-month-phases. In both cases (Colombia IS Phase VII and Malaysia IS Phase VIII) the projects have already started and ongoing satisfactorily.

Country	Type	Title	Duration (months)	Amount	Agency Fee	Total	Coop Agency
Bangladesh	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase-VI)	24	130,000	9,750	139,750	NA
Colombia*	INS	Institutional Strengthening (Phase VII part 2)	10	114,833	8,642	123,445	NA
Iran	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase-VIII)	24	173,511	13,013	186,524	NA
Malaysia*	INS	Institutional Strengthening (Phase-VIII part 2)	12	139,750	10,481	150,231	NA
Sri Lanka	INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase-VIII)	24	134,056	10,054	144,110	NA
Total: 5 requests				692,150	51,940	744,060	

* Submitted for additional funding in accordance with ExCom Decision (Document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60.L1, Para 66)

Preparation funding requests

Funding requests for preparation of projects are being submitted to the 61st ExCom Meeting are as tabulated below. The relevant concepts/proposals have been submitted separately.

Country	Type	Title	Duration (months)	Amount	Agency Fee	Total	Cooperating Agency
India	PRP	ODS disposal pilot/demonstration project	12	80,000	6,000	86,000	NA
Jamaica	PRP	Investment project Foam	12	30,000	2,250	32,250	NA
Sri Lanka*	PRP	PRP for investment activities for RAC sector	12	60,000	4,500	64,500	
Total: 3 requests				170,000	12,750	182,750	

*Transferred from the World Bank

The request for a demonstration project for ODS disposal in India is in response to the Decision XX/7 (2) of the Meeting of Parties (for ODS disposal) and takes into account the stipulations of ExCom Decisions 55/43, 56/16, 57/6 and 58/19 as applicable. The full project proposal as an outcome of this preparation funding request, will demonstrate a sustainable technological, financial and management model for addressing the rapidly growing ODS waste flows in India.

In Jamaica, the country did not report consumption of 141b in its Art 7 reporting in 2007 and 2008. However, during the HPMP preparation process consumption of 141b in the foam sector has been identified, which is being imported as fully formulated systems and which was not detected by Customs and the Ozone Unit. Jamaica will therefore formally inform the Ozone Secretariat about the consumption of 141b in 2007 and 2008 once the HCFC survey has been completed.

Presently, one company has been found to be operational in Jamaica in polyurethane foam sector. It uses HCFC-141b to manufacture spray foam. UNDP is thus requesting 30,000 US\$ for the preparation of 1 investment project in the foam sprayfoam sector for:

- Seal Sprayed Solutions Ltd.

Their HCFC consumption was confirmed by the HPMP survey and by Pumex (Mexico) as being approximately 30 t (in 2008). The company was established in December 2002 and started in operation in 2003. UNDP is currently in the process of finalizing the HCFC survey in Jamaica and additional foam companies may come up. However this is not being considered at this point in time.

Other Non-Investment Activities

Other non-Investment activities are listed in the following table. The Ghana project has also been submitted separately as an individual project, and details on this proposal can therefore be found in these submissions.

Country	Type	Title	Duration (months)	Amount	Agency Fee	Total	Coop Agency
Global	TAS	Resource mobilization for climate co-benefits	12	250,000	18,750	268,750	N/A
Total: 2 requests				250,000	18,750	268,750	

The Resource Mobilization for Climate co-benefits is attached as Annex 1.

III. SUMMARY OF FUNDING REQUESTS (WORK PROGRAMME AMENDMENT)

The table below summarizes the funding requests for non-investment activities and proposals, as part of the Amendment to UNDP's Work Programme for 2010, submitted to the 61st ExCom Meeting:

Country	Type	Description	Amount	Agency Fees	Total
Bangladesh	SEV - INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase-VI)	130,000	9,750	139,750
Colombia*	SEV -INS	Institutional Strengthening (Phase VII part 2)	114,833	8,642	123,475
Iran	SEV - INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase-VIII)	173,511	13,013	186,524
Jamaica	PRP	Investment project Foam	30,000	2,250	32,250
Malaysia*	SEV - INS	Institutional Strengthening (Phase-VIII part 2)	139,750	10,481	150,231
Sri Lanka	SEV - INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase-VIII)	134,056	10,054	144,110
Sri Lanka**	PRP	PRP for investment activities for RAC sector	60,000	4,500	64,500
India	DES - PRP	Preparation of ODS disposal demonstration project	80,000	6,000	86,000
Global	SEV- TAS	Resource Mobilization for Climate Co-benefits	250,000	18,750	268,750
TOTAL: 9 requests			1,112,150	83,440	1,195,590

* Submitted for additional funding in accordance with ExCom Decision (Document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60.L1, Para 66)

**Transferred from the World Bank

ANNEX-I
List of all UNDP Submissions to the 61st ExCom Meeting

No	Country	Type	Description	Amount	Agency Fee	Total
1	Armenia	PHA - INV	HCFC Phase-out Management Plan (Stage I)	590,000	44,250	634,250
2	Bangladesh	SEV - INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase-VI)	130,000	9,750	139,750
3	Colombia*	INS	Institutional Strengthening (Phase VII part 2)	114,833	8,642	123,475
4	Dominica	PHA - INV	TPMP (4 th tranche)	6,000	540	6,540
5	Dominican Republic	FOA - INV	FARCO - Conversion from HCFC-141b in the Manufacture of Polyurethane Rigid Insulation Foam for Commercial Refrigerators	395,500	35,595	431,095
6	DR Congo	PHA-INV	PNEC (3rd Tranche)	71,875	5,391	77,266
7	Global	SEV- TAS	Resource Mobilization for Climate Co-benefits	250,000	18,750	268,750
8	Ghana	PHA-INV	HPMP (1 st Tranche)	364,826	27,362	392,188
9	Ghana	DES-DEM	Pilot Demo on ODS-Waste Management	730,388	54,779	785,167
10	India	PRP	ODS disposal pilot/demonstration project	80,000	6,000	86,000
11	Iran	SEV - INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase-VIII)	173,511	13,013	186,524
12	Jamaica	PRP	Investment project Foam	30,000	2,250	32,250
13	Malaysia*	SEV - INS	Institutional Strengthening (Phase-VIII part 2)	139,750	10,481	150,231
	Mexico	FOA - INV	Phaseout of HCFC-141b in fully formulated systems for rigid and integral Skin PU Foams – Phase-I	3,624,650	271,849	3,896,499
14	Sierra Leone	PHA - INV	TPMP (2 nd tranche)	20,000	1,800	21,800
15	Sri Lanka	SEV - INS	Institutional Strengthening Renewal (Phase-VIII)	134,056	10,054	144,110
16	Sri Lanka**	PRP	PRP for investment activities for RAC sector	60,000	4,500	64,500
Total: 16 requests				6,915,389	525,006	7,440,395

* Submitted for additional funding in accordance with ExCom Decision (Document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60.L1, Para 66)

** Transferred from the World Bank

Notes:

1. All amounts in US dollars
2. Special reports due (balances, status reports, etc) not included in this list and submitted separately
3. Joint projects/programmes with UNEP, where UNEP is the lead agency, are submitted by UNEP.

ANNEX 1

Resource Mobilization to Address Climate Benefits

1. Resubmission of an Amended Proposal

In accordance with Executive Committee Decision 59/21, UNDP is resubmitting this proposal for consideration at the 60th Executive Committee meeting. It has been amended to take recent developments into account.

The overall objective of this proposal is for UNDP to explore the different funding solutions and barriers to finance the climate benefits of HCFC phase-out and ODS destruction activities. Specifically, this will focus on non-MLF funding solutions, including such funding sources as GEF, the carbon markets (compliance and voluntary), bilateral donors and private sector partners. In seeking to achieve this objective, UNDP will leverage its experience as a *one-stop-shop* in environmental finance, with the emphasis on efficiently and seamlessly bringing together these different funding sources.

This proposal also relates closely to the ongoing work on a possible Special Funding Facility for Additional Income (SFFAI) under the MLF, still to be discussed and decided by the Executive Committee.

In summary, the activities under this amended proposal are split into two phases:

- *Phase I*, which can commence immediately, will provide concrete, learning-by-doing financing case studies from four distinct pilot project proposals. These case studies will also help identify barriers and potential finance options for climate benefits as they affect on-going HPMP preparation work and ODS destruction project definition. These results will be of value irrespective of the eventual design of any SFFAI.
- *Phase II*, which can commence at a later stage, will involve UNDP collectively analyzing these case studies in the context of any MLF mechanism for resource mobilization. The timing of this phase can align with future developments on any SFFAI.

1.1 Recent Developments

UNDP submitted the last version of this proposal prior to the 59th meeting. In the interim period there have been a number of developments:

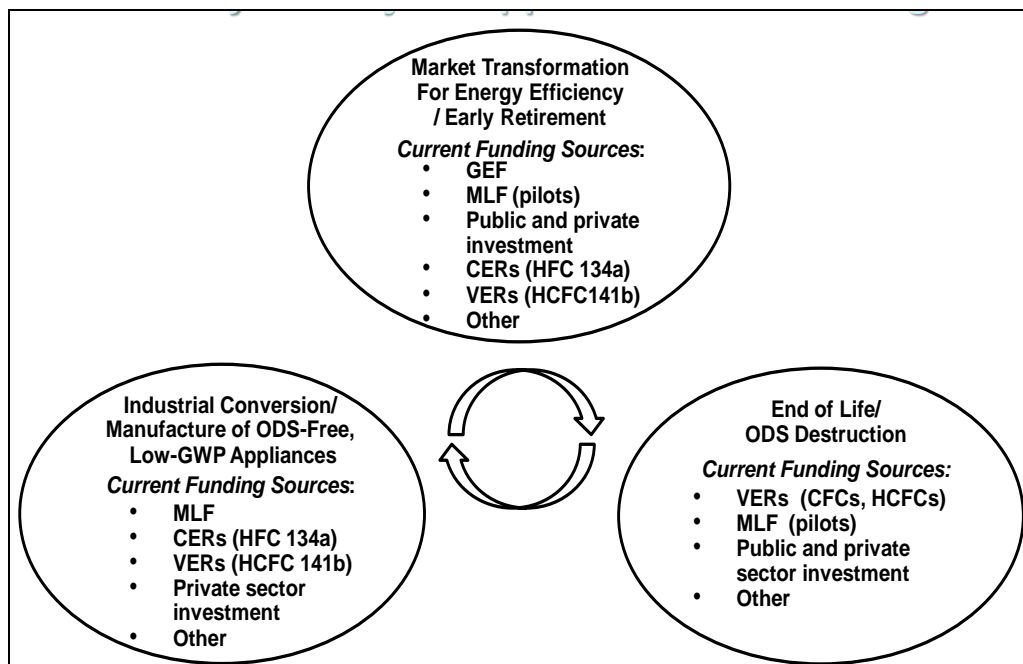
- *Montreal Protocol Meetings*. Recent developments include:
 - The Secretariat's submission at the 59th Meeting of a new report on the SFFAI, further defining the SFFAI's possible role and in particular focusing on implications for UNEP's Treasury role
 - Discussion of the SFFAI at the 59th Meeting of the Executive Committee, with Decision 59/48 requesting a specific agenda item to be included at the 60th Meeting
 - Decision XXI/2 at the Meeting of the Parties, linking ODS destruction to the SFFAI and requesting the Executive Committee's input on the SFFAI at the 30th Meeting of the Open-ended Working Group
- *UNDP Issues Paper*. As part of the Secretariat's report on the SFFAI to the 59th Meeting, UNDP contributed an issues paper, attached as an annex to the report, on the role of the carbon markets with regard to the SFFAI. The issues paper recommended that if the carbon markets were to be pursued as a funding source, the long term objective should be the compliance carbon markets, with the voluntary carbon markets only accessed as an interim step. A number of concerns regarding the voluntary carbon markets were expressed. The issues paper also proposed a possible architecture to access the compliance carbon markets. UNDP presented a side event at the 21st Meeting of the Parties to discuss these findings.
- *UNFCCC Meetings*. A series of UNFCCC meetings in 2009 culminated with the 15th Conference of the Parties in Copenhagen. The outcome on financing for climate change from the COP was mixed. On the

one hand, there were renewed commitments to make new and additional financing available. On the other hand, the details of many financial mechanisms remain to be determined and there is an increasing view that the financing landscape for climate change, for both public and market sources, will be increasingly fragmented going forward.

2. UNDP as a One-Stop-Shop for Financing of Climate Benefits

A central aspect of this proposal is for UNDP to act as a one-stop-shop to bring together different non-MLF funding sources to fully address the costs of climate benefits relating to HCFC phase-out and ODS destruction projects. The following figure illustrates the possible financing sources for life-cycle project opportunities (non exhaustive with focus on Refrigeration & AC sector for illustration purposes).

Figure 2:1 Funding sources for ODS Life-Cycle Opportunities



UNDP is well positioned to draw upon its existing experience with different funding sources. These include:

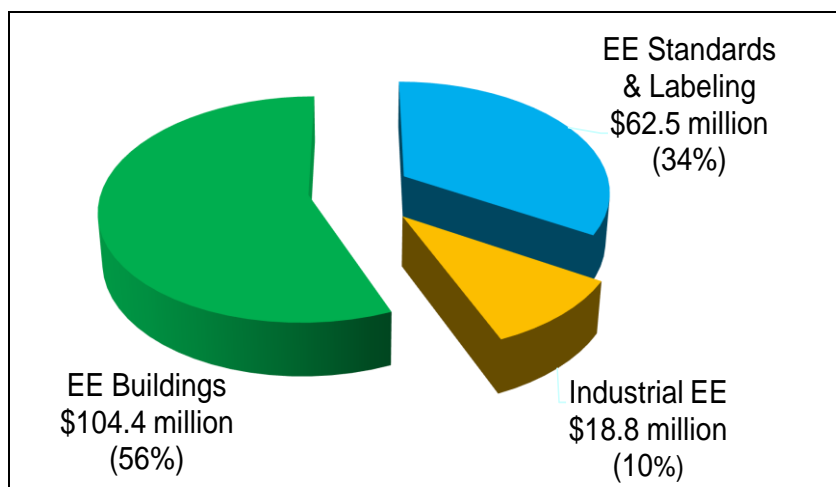
Multilateral Fund:

UNDP has long-standing expertise as an Implementing Agency for the Multilateral Fund since 1991. UNDP's current role as the Lead Agency for HPMPs in a significant number of key Article-5 countries places it in a unique position to identify and develop appropriate projects.

Global Environment Facility (GEF)

UNDP was designated in 1991 as one of the 3 Implementing Agency for the GEF. UNDP has a large portfolio of projects in the area of climate change, totaling over **US\$185 million**. Opportunities exist to do joint activities with ongoing programmes as well as designing new interventions to tap into funding in GEF 5, taking into consideration the GEF 5 climate change focal area objectives as well as the links with POPs, as far as destruction, and dioxins emissions due to incineration/burning.

Figure 2:2 UNDP's portfolio of GEF Energy Efficiency Projects (with links to Refrigeration & AC sector)



Carbon Finance

UNDP has been an active participant in the carbon finance arena since 2005 with established procedures, staff and expertise in place. In terms of direct emission reductions, UNDP is active in the following areas:

- The MDG Carbon Facility, which offers project development services for projects under the Clean Development Mechanism (CDM) and other carbon markets.
- UN REDD, which is pioneering carbon finance in 9 pilot countries in the area of avoided emissions from deforestation. As a new area of carbon finance like ODS, there are a number of similarities between the two which UNDP can use and exchange ideas and lessons learnt.

3. Proposed Activities

3.1. Overview of ODS Project Opportunities

UNDP sees clear opportunities for projects in at least two areas:

1. ODS Bank management and disposal projects – particularly related to the end-of-life management of appliances.
2. Co-financing opportunities in HCFC phase-out where climate co-benefits can be generated and maximized through additional investments for conversion to appropriate technologies.

For example, as mentioned above, there are clear possibilities to use linkages with other programmes (such as but not limited to, the energy efficiency actions under the GEF climate change focal area) to develop projects and leveraging access to the energy gains arising from the replacement of inefficient ODS-based appliances in order to ensure appropriate end-of-life management is achieved. This will tap into country-specific initiatives towards energy savings gains in appliance replacement programmes (e.g. the GEF Market Transformation Programme).

It is recognized that both project areas would be of interest to the Executive Committee of the Multilateral Fund, since the Committee is mandated by MOP Decision XIX/6, at least for HCFC phase-out, to prioritize funding of cost-effective projects and programmes that maximize climate benefits.

3.1. Phase I Activities: Pilot ODS Projects

Under Phase I of the proposed activities, UNDP has identified four different project scenarios, selected for their distinct illustrative value, which could benefit from co-financing of climate co-benefits. For each of these four

areas, UNDP will provide technical assistance for translating these concepts into concrete pilot project proposals, addressing each project type's methodological, structural, commercial and legal aspects. UNDP will then seek to work with project entities to implement these projects. Finally, for each project type, UNDP will evaluate its experience in a detailed case-study report.

The activities under Phase I can commence immediately. Phase I will produce concrete, learning-by-doing case studies at the project level which will be useful for the Montreal Protocol bodies irrespective of the final design of any SFFAI. For the GEF opportunities, UNDP will map existing projects and new opportunities to maximize climate benefits during HPMP preparation as well as destruction projects, in coordination also with GEF, POPs and SAICM activities during GEF 5.

The four different project scenarios are:

- a. An MLF funded project where climate co-benefits can be realized at a cost exceeding \$25 per tonne of CO₂ saved.
- b. An HCFC phase-out project in an Article-5 country, which is not eligible for funding by the MLF but could be funded from the proceeds of realizing climate co-benefits.
- c. An Energy Efficiency project (e.g. GEF) in which end-of-life management of ODS would bring incremental ozone and climate benefits. Standards and Label approaches under the GEF will be also looked into, which can bring benefits during HCFC conversion of the manufacturing plants.
- d. A stand-alone bank management/ODS destruction project which could be based on an existing approved methodology for funding of climate co-benefits

For each project scenario UNDP will perform the following activities:

- 1) An analysis of the baseline data, project type and its potential climate benefits.
- 2) Identification of potential stakeholders who may act as the project entity.
- 3) Review of emerging methodologies for assessing CO₂ emission reductions in support of the project type and commissioning of new methodologies, where appropriate.
- 4) Review of financing options, including carbon markets, assessing the technical, regulatory and financial risks and cost effectiveness of different options, and identifying potential financing partners
- 5) Preparation of project proposals for each project type
- 6) Evaluation of experiences and preparation of stand-alone case-study reports for each project type
- 7) Bring lessons into the HPMP preparation and implementation activities

As result, UNDP would be in a better position to share knowledge and identify non-MLF finance opportunities that countries may need to fund climate benefits.

3.2 Phase II Activities: Report Analyzing Phase I Pilots in Context of any MLF Mechanism for Resource Mobilization

In Phase II, UNDP will produce a report analyzing the results of the Phase I pilot projects in the context of any MLF mechanism or framework that may arise from these ongoing studies, including any SFFAI. This Phase II report will provide inputs to the design of any such mechanism, covering aspects such as identifying how each of the four pilot project types would fit into such a mechanism, and where likely benefits or challenges would be found, particularly in scaling up such activities under a mechanism. The report would leverage the hands-on experience of the Phase I case-studies, as well as the expertise of UNDP's climate change and environmental finance (GEF, carbon finance) teams which have been involved in establishing a number of climate change and carbon finance financial mechanisms.

4. Resource Requirements

The total costs are estimated as below (all figures in US dollars):

Cost Head	Phase-I	Phase-II	Total
International Consultant for technical coordination	45,000	0	45,000
Four technical experts for analysis/ methodologies and mapping of additional finance opportunities	169,000	0	169,000
Travel	36,000	0	36,000
Cost recovery for inputs from UNDP	150,000	100,000	250,000
Total	\$400,000	\$100,000	\$500,000
Matching in-kind co-financing from UNDP(\$50k already provided in 2009)	(150,000)	(100,000)	(250,000)
Net MLF Funding Requirement	\$250,000	0	\$250,000
Total Requirement(with support costs	\$268,750		\$268,750

As set out above, UNDP will be making a matching contribution of in-kind services amounting to US\$250,000 when considering both phases. The inputs from UNDP will cover staff time and costs of its in-house carbon finance and other teams for providing technical services related to analysis and development of methodologies and for developing the structural, commercial, legal and policy elements.

The Phase-I costs of US\$250,000 plus support costs are being requested for consideration at the 60th meeting.